

compagnie de chemins de fer ou des banques qui ont prêté cette somme, c'est un motif suffisant pour convoquer la Chambre des communes afin qu'elle en discute. Nous avons eu des sessions spéciales et il n'y a pas de raison pour ne pas consulter la Chambre des communes à ce sujet comme on l'a fait pour beaucoup d'autres.

Ceci me porte à signaler encore une fois le fait que dans toutes ses décisions les plus importantes le Gouvernement a la plupart du temps ignoré la Chambre des communes. On nous traite comme si nous étions simplement ici pour consigner la volonté du Gouvernement, et, comme l'a dit le premier ministre lui-même, comme une sorte de machine à ratifier.

Le très hon. M. BENNETT: Que voulez-vous dire par cela?

Le très hon. MACKENZIE KING: Non seulement la Chambre des communes a des motifs pour ne plus avoir confiance dans le Gouvernement, mais le pays croit réellement qu'il y a de très bonnes raisons pour que le Gouvernement n'ait plus la confiance du peuple. Comme je l'ai dit cet après-midi au commencement de mes remarques, cette méfiance de la part du public s'est manifestée abondamment à chaque occasion qu'il a eu de se prononcer dans les élections partielles qui ont eu lieu depuis deux ans soit dans les Provinces maritimes, dans l'Ontario, dans Québec ou dans l'Ouest. La politique du ministère actuel n'a pas amené l'amélioration promise. La situation a empiré au lieu de s'améliorer. Le Gouvernement n'a présenté aucun programme agricole, aucun programme financier, aucun programme ouvrier. Il n'avait aucun programme, si ce n'est celui de la restriction du commerce. Sur tous ces points et sur beaucoup d'autres il a failli à sa tâche d'une façon déplorable.

En ce qui concerne les questions intéressant essentiellement la Chambre des communes au point de vue de la préservation de ses propres droits et de ses privilèges, et par la protection des droits du peuple, le Gouvernement s'est montré plus qu'indifférent. Il a sacrifié tous les droits pour rester au pouvoir. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer un amendement à l'Adresse que je considère être exigé par le peuple, par suite de la façon déplorable dont le Gouvernement a administré les affaires du pays depuis trois ans et demi. C'est la seule manière dont le pays puisse exprimer son opinion, c'est la seule manière dont le pays puisse espérer un changement de politique pour sortir de cette longue dépression et retrouver la

voie de la prospérité. Voici mon amendement qu'appuie l'honorable député de Québec-Est (M. Lapointe):

Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence, que les conseillers actuels de Votre Excellence n'ont pas la confiance du pays.

Le très hon. M. BENNETT (premier ministre): Monsieur l'Orateur, après avoir écouté pendant plus de quatre heures le très honorable chef de l'opposition (M. Mackenzie King) on penserait que nous vivons dans une époque de prospérité extrême et que nous sommes ici une société de concours oratoires qui se réunit pour avoir une petite discussion amicale. On n'a rien indiqué qui puisse faire croire que le pays souffre de la plus affreuse des crises; rien qui puisse faire imaginer que nous avons traversé la plus grande catastrophe qu'ait enregistrée l'histoire.

On a comparé le commerce de 1927-1928-1929 avec celui des années les plus critiques que le monde ait jamais connues. On a comparé des choses disparates et on a cherché à faire croire à la Chambre qu'en conclusion de ces comparaisons il était juste que le Gouvernement perdît la confiance de la Chambre.

On me permettra de signaler que M. Ramsay Macdonald, lors de l'inauguration de la Conférence économique mondiale, a fait remarquer que pendant la période de dépression le commerce mondial avait diminué d'un tiers de ce qu'il était auparavant. Cet après-midi a-t-on entendu quoi que ce soit qui puisse faire croire qu'il y a eu une dépression commerciale universelle? A-t-on pu croire qu'il y eut autre chose qu'une crise momentanée dans quelques parties éloignées de l'univers avec lesquelles le Canada n'avait aucun rapport.

L'autre jour, on nous a affirmé avec autorité que le commerce mondial était tombé à 25 milliards, bien qu'il se soit quelque peu amélioré depuis quelques années, alors qu'il avait été autrefois de 69 milliards de dollars. La chute a donc été de 69 milliards à 25 milliards. Le total du commerce du monde au cours des douze derniers mois, computation de novembre dernier, était 36 p. 100 de ce qu'il était avant le début de la dépression. Quand j'affirme à mes compatriotes canadiens que leur pays s'en est tiré aussi bien, sinon un peu mieux que la moyenne, par le fait que notre commerce est encore d'au moins 36 p. 100 de ce qu'il était avant la dépression, je n'émetts que la simple vérité. Néanmoins, durant tout l'après-midi on n'a rien dit pour faire voir que le Dominion du Canada ait été atteint par la dépression mondiale. Est-ce juste, surtout en face de cette déclaration de franchise et de droiture que nous venons justement d'entendre? Nous